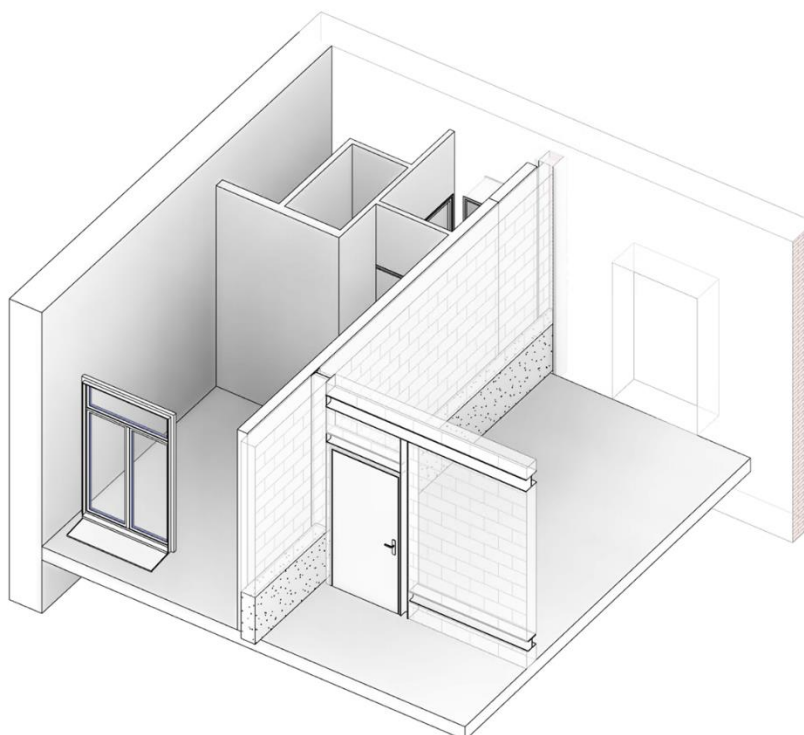


**Direction Interrégionale des Services
Pénitentiaires de Rennes
Département des Affaires Immobilières
Cellule Maintenance
18 bis, rue de Châtillon
CS 23131
35031 RENNES CEDEX**

**Maison d'arrêt de Rouen
169 Boulevard de l'Europe, 76000 Rouen**

***Travaux de création d'un local ELSP
(Équipes Locales de Sécurité Pénitentiaire)***

CCTP LOT 1 - GROS ŒUVRE / DÉMOLITION



SOMMAIRE

1	PRÉSENTATION	4
1.1	PRÉAMBULE	4
1.2	INTERVENANTS	6
1.3	CONNAISSANCE DES LIEUX	6
1.4	SOUS TRAITANCE.....	6
1.5	OBLIGATIONS DES ENTREPRISES	6
1.6	NORMES, RÈGLEMENTS ET AVIS TECHNIQUES	6
1.7	PIÈCES PARTICULIÈRES.....	7
1.8	DÉPENSES DIVERSES	7
1.9	RÉGLEMENTATION PÉNITENTIAIRE APPLICABLE ET LEXIQUE :	7
1.10	PLANNING PRÉVISIONNEL	8
2	ÉTAT DES LIEUX, PROJECTION DES TRAVAUX ET ACCÈS.....	9
3	OBSERVATIONS GÉNÉRALES	12
3.1	ÉTENDUE DES TRAVAUX.....	12
3.2	SITE OCCUPÉ.....	12
3.3	ACCÈS À L'ÉTABLISSEMENT.....	12
3.4	OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR	13
3.5	COORDINATION	13
3.6	CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE	13
3.7	RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRISE.....	14
4	ORGANISATION DU CHANTIER.....	15
4.1	PERSONNEL ET RESPONSABLE.....	15
4.2	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	15
4.3	COMPTE RENDU DE CHANTIER	15
4.4	ORGANISATION – AIRE DE STOCKAGE	15
4.5	HYGIÈNE ET SÉCURITÉ	15
4.6	NETTOYAGE DE CHANTIER – ENVIRONNEMENT – PROTECTION DES PERSONNES	16
4.7	ÉVACUATION DES DÉCHETS	17
4.8	CAROTTAGE	17
4.9	TRAVAUX PRÉPARATOIRES	17
4.10	OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION.....	17
4.11	ESSAIS ET RÉCEPTIONS.....	18
4.11.1	AUTOCONTRÔLES.....	18
4.11.2	RÉCEPTION DES INSTALLATIONS.....	18
4.12	LEVÉE DE RÉSERVES ET GPA.....	18
5	TRAVAUX PRÉPARATOIRES	19
5.1	PRÉPARATION DE CHANTIER :	19
5.2	INSTALLATION D'UNE BASE VIE ET D'UNE ZONE DE STOCKAGE	19
5.2.1	ROULOTTE DE CHANTIER :	19
5.2.2	ZONE DE STOCKAGE :	20
5.2.3	ÉCLAIRAGE DU CHANTIER :	20
5.3	ÉTUDES D'EXÉCUTION :	20
5.4	DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS DOE COMPLET YC FORMATION / TRANSMISSION DES INSTALLATIONS.....	20
5.5	NETTOYAGE QUOTIDIEN DU CHANTIER COMPRIS ÉVACUATION DES DÉCHETS.....	20
6	PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES.....	22

6.1	ISOLEMENT DE CHANTIER :	22
6.2	DÉPOSE / DÉMOLITIONS LÉGÈRES	22
6.2.1	REVÊTEMENTS :	22
6.2.2	PORTES ET CLOISONS	22
6.2.1	CAROTTAGE	22
6.3	STRUCTURE	23
6.3.1	POUTRE BÉTON ARMÉ	23
6.3.2	MUR EN BÉTON ARMÉ	23
6.3.3	STRUCTURE MÉTALLIQUE	23
6.3.4	PLAN DE PRINCIPE DE LA MISE EN ŒUVRE STRUCTURELLE	24
6.4	BOUCHEMENT ET CRÉATION DES OUVERTURES	25
6.4.1	FENÊTRE EN FAÇADE	25
6.4.2	PORTES D'ACCÈS AUX CHAMBRES	25
6.5	PALIER ET ZONES D'ACCÈS	25
6.5.1	ACCÈS AU LOCAL	25
6.5.2	ACCÈS À LA CHAMBRE	26
6.6	CLOISONS PLÂTRERIE	26
6.7	TRAVAUX DE PEINTURE	26
6.8	REVÊTEMENT DE SOLS	27
6.9	SIGNALISATION ET PLACES DE PARKING DÉDIÉES :	28

1 PRÉSENTATION

1.1 PRÉAMBULE

Situation & rappel du programme travaux

Le présent document a pour objet le descriptif des travaux de création d'un local sécurisé pour les Équipes Locales de Sécurité Pénitentiaire de la Maison d'Arrêt de Rouen.

La maison d'arrêt de Rouen est un établissement construit en 1863. Il présente une capacité théorique de 649 détenus pour une superficie totale de 24800m² tous locaux confondus.

Le programme initial prévoit :

- Modification de l'accès à une chambre de garde
- Suppression d'une chambre de garde et création d'un local sécurisé

Établissement concerné

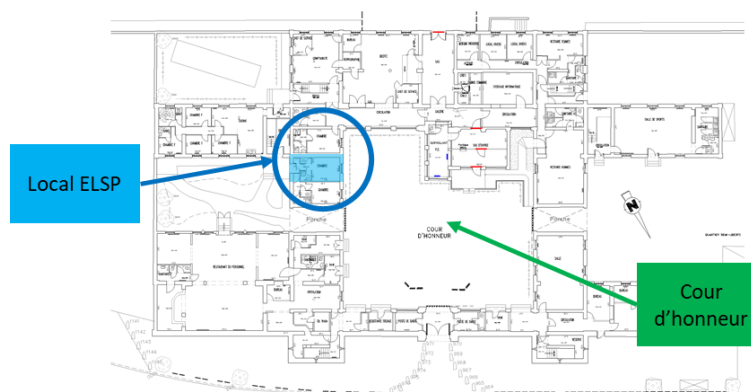
L'établissement concerné se situe boulevard de l'Europe à Rouen



Localisation de la Maison d'Arrêt à Rouen

Périmètre des travaux

L'objectif des travaux est d'implanter et d'aménager un local au sein de l'établissement pour la prise de possession du local par les Équipes Locales de Sécurité Pénitentiaires (ELSP).



Plus particulièrement concernant le lot DÉMOLITION / GROS ŒUVRE :

- Démolitions de murs, cloisons, plafonds
- Les démolitions de toutes natures et enlèvement vers les décharges spécialisées.
- Déposes des revêtements de sols et ponçage des supports
- Découpe et reprise d'enrobé
- Création d'ouvertures, re cloisonnement

- Purge des locaux à aménager après consignation des réseaux
- Élargissement de passages de portes et reprise de linteaux
- Le transport et l'amenée à pied d'œuvre de tous les matériaux, produits et matériels nécessaires à la réalisation des travaux.
- Les échafaudages et plates-formes pour travaux en hauteur.
- Les études techniques pour la réalisation des ouvrages en Béton Armé et maçonnerie.
- Tous travaux d'infrastructure et de superstructure
 - Élévation des murs et cloisons.
 - Dallages, dalles, planchers et chapes
 - Acrotères, paliers et escaliers
- Tous travaux d'enduits intérieurs et extérieurs.
- Les réservations nécessaires aux autres corps d'état.
- La gestion de l'étanchéité à l'eau et l'air du bâtiment.
- Le cloisonnement provisoire de certaines zones de chantier.
- La réalisation, de murs en béton armé en intérieur
- Le tracé du trait de niveau général à 1.00 du sol fini.
- Le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception.
- Travaux de toilage peinture & résine
- Travaux de plafonds / faux plafonds
- Toutes autres prestations et fournitures accessoires nécessaires à la finition complète et parfaite des ouvrages du présent lot.

Le titulaire du présent lot sera chargé du dimensionnement de l'ensemble des éléments d'infrastructure et de superstructure, compris ferrailage et études structure.

Les études structures devront être validées par le bureau de contrôle.

1.2 INTERVENANTS

Désignation	Intervenant	Représentant	Contact
Maître d'ouvrage	Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Rennes Département des Affaires Immobilières Cellule Maintenance 18 bis, rue de Châtillon CS 23131 - 35031 RENNES CEDEX	Perrine DRODE	☎ 02.61.10.80.07 ✉ perrine.drode@justice.fr
Exploitant	Maison d'arrêt 169 Bd de l'Europe 76000 Rouen	Jérémie GOLYNSKI	☎ 02.32.18.01.00 ✉ jeremie.golynski@justice.fr
Maître d'œuvre	MLC FACILITIES 7 rue A. Fleming – 21121 AHUY	Mathias LOICHOT	☎ 06.11.51.96.96 ✉ Mathias.loichot@mlc-facilities.fr
Bureau de Contrôle	QUALICONSLT	Issam ABDELLAH	☎ ✉ issam.abdellah@qualiconsult.fr
CSPS			☎ ✉

1.3 CONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire du présent marché et ses éventuels sous-traitants sont tenus de connaître les lieux et ne sauraient se prévaloir ultérieurement d'une connaissance insuffisante du site et de tous les éléments locaux existants tels que nature des sols, moyens d'accès, sécurité, état des installations existantes, etc.

Sauf avis contraire du règlement de consultation, la visite est obligatoire (se reporter au règlement de consultation pour les modalités de visite).

1.4 SOUS TRAITANCE

La sous-traitance d'une partie de lot n'entrant pas dans la compétence de l'entreprise est soumise à l'agrément préalable du Maître de l'Ouvrage, qui le notifie à la Maîtrise d'œuvre. Elle ne dégage pas l'Entrepreneur de sa responsabilité de l'ensemble des travaux.

1.5 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

L'Entrepreneur doit des ouvrages offrant une parfaite finition et reste seul responsable de l'exécution des travaux inclus dans le présent lot, ainsi que leur tenue dans le temps. Dans son offre, l'Entrepreneur aura prévu la totalité des équipements nécessaires au bon fonctionnement de ses installations. Chaque entreprise doit son propre nettoyage et l'évacuation des gravats aux décharges publiques. Les Entrepreneurs ne pourront se prévaloir d'erreur ou d'omission dans le présent cahier des charges pour proposer ou exécuter une prestation incomplète et non conforme aux règles de l'Art et différents règlements et avis techniques. Dans tous les cas, l'interprétation finale appartiendra à la Maîtrise d'œuvre.

1.6 NORMES, RÈGLEMENTS ET AVIS TECHNIQUES

Les travaux devront, pour tous les intervenants, être exécutés conformément aux textes officiels, normes, règlements, DTU, préconisations des fabricants, avis techniques et règles de l'Art en vigueur.

Il sera fait application des textes suivants (liste non exhaustive) :

- Le R.E.E.F. du C.S.T.B ainsi que les DTU et ses mises à jour à la date du marché.
- Le règlement d'accessibilité & de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public.
- Le code du travail, et notamment en ce qui concerne la sécurité des accès et d'entretien du matériel.
- Tous les appareils installés seront soumis à la norme française en vigueur ainsi qu'aux normes et directives européennes en vigueur.
- Les planchers et parois devront être en matériaux de catégorie M0 ou A2 – s1, d0 y compris peinture et revêtement de sol.

1.7 PIÈCES PARTICULIÈRES

Le présent dossier de consultation des entreprises est composé :

- Du présent CCTP,
- D'une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire,
- D'un cahier de plans

1.8 DÉPENSES DIVERSES

Les frais occasionnés par la consommation d'eau et d'électricité pour les besoins du chantier seront à la charge de l'Exploitant.

1.9 RÉGLEMENTATION PÉNITENTIAIRE APPLICABLE ET LEXIQUE :

- Arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle
- Circulaire de la DAP n° 700020 du 12 janvier 2007 relative à l'application de l'arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle

DAP - Direction de l'Administration Pénitentiaire :

Placée sous l'autorité du garde des Sceaux depuis 1911, l'administration pénitentiaire est l'une des cinq directions du ministère de la Justice.

MA - Maison d'arrêt :

Prison - Établissement pénitentiaire recevant les prévenus (détenus en attente de jugement) et les condamnés dont le reliquat de peine est inférieur à un an.

PEP :

Poste d'Entrée Principal ou Porte d'Entrée Principale

PCI :

Poste de Centralisation de l'Information

Greffe :

À l'entrée en détention, le passage au greffe permet la prise de mesures anthropométriques (photo et empreintes), le dépôt des affaires personnelles et l'enregistrement du dossier

SAS ou Effet de SAS :

Ce sont les deux portes d'un sas qu'on ne peut ouvrir qu'alternativement, jamais les deux à la fois. Système de franchissement verrouillable ou déverrouillable à distance selon le besoin des mouvements de détenus

Visiteurs :

Tout individu ne faisant pas partie du personnel, visiteurs, avocats, familles, bénévoles, intervenants d'associations qui rencontrent les détenus

PPSMJ :

Personne Placée Sous Main de Justice

PMR & UFR :

Personne à Mobilité Réduite et Usager en Fauteuil Roulant

1.10 PLANNING PRÉVISIONNEL

Zone	Tâches	S0	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15	S16	S17	S18
Armurerie	Démolition Gros-Œuvre																			
	Serrurerie																			
	Cloisons-menuiseries-intérieures																			
	Revêtement de sols et muraux																			
	CVC/Plomberie/Sanitaire																			
	Électricité																			
	Dernières finitions puis réception partielle de la zone (libération)																			

2 ÉTAT DES LIEUX, PROJECTION DES TRAVAUX ET ACCÈS

État général :

Il est prévu de créer un local sécurisé en lieu et place d'une chambre de garde située à proximité immédiate de la Porte d'Entrée Principale

Les locaux du niveau RDC sont dans un état général relativement ancien. Les murs de séparation de chambres sont construits en béton cellulaire et sont revêtis de toiles de verre peintes. Les planchers haut et bas sont composés de béton non armé. Les menuiseries sont traditionnelles, non sécurisées.

Au sous-sol, sous les deux chambres se situe un local de rangement. Ce local est construit entièrement en brique et une voute fait office de plancher haut.

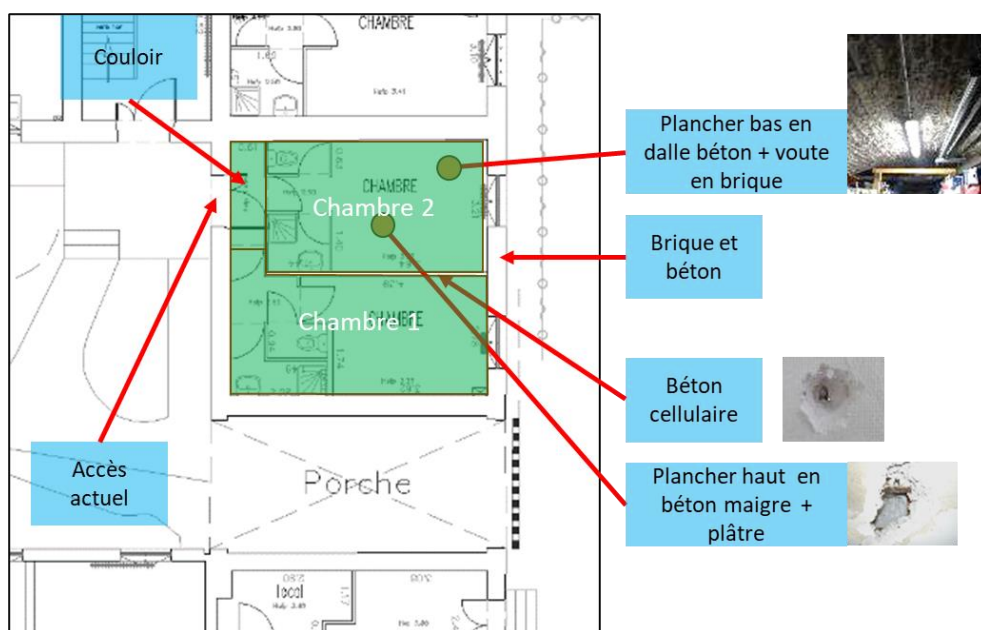
L'ensemble de la structure semble en bon état.

Les logements sont chacun composés de WC individuel, de salle douche et d'une chambre.

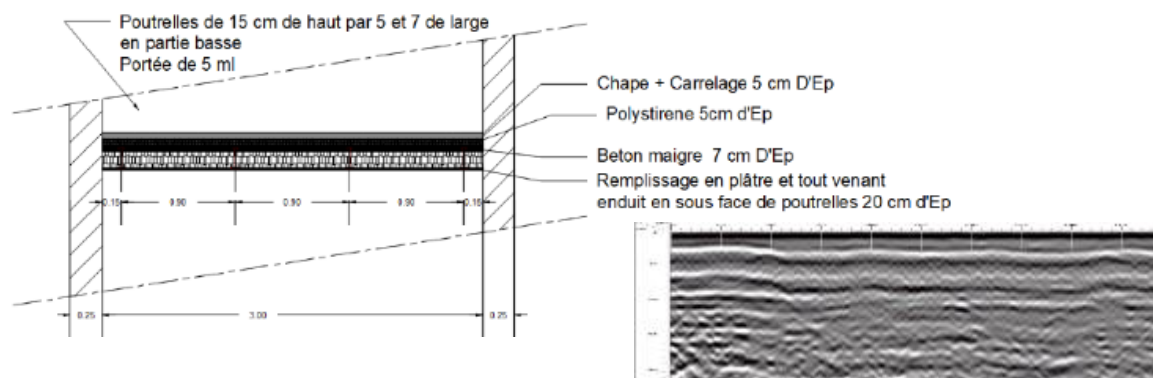
Nature de la structure

Les murs périphériques de la zone sont en brique (épaisseur 35cm) et béton (10cm).

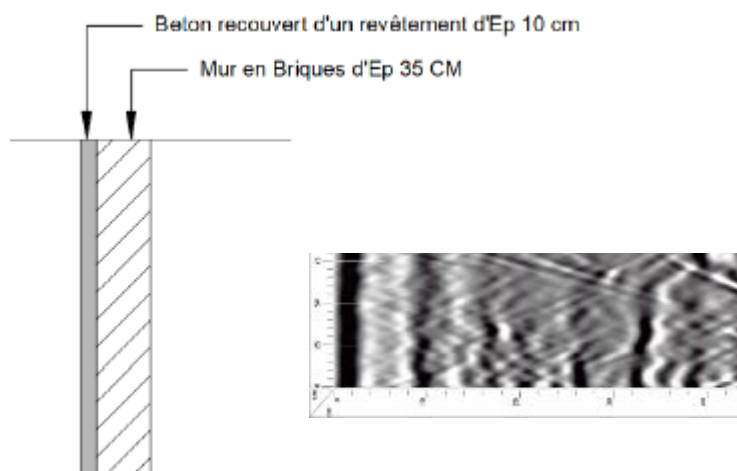
Le mur intérieur séparant le futur local sécurisé de la chambre conservée est en béton cellulaire.



Plafond :



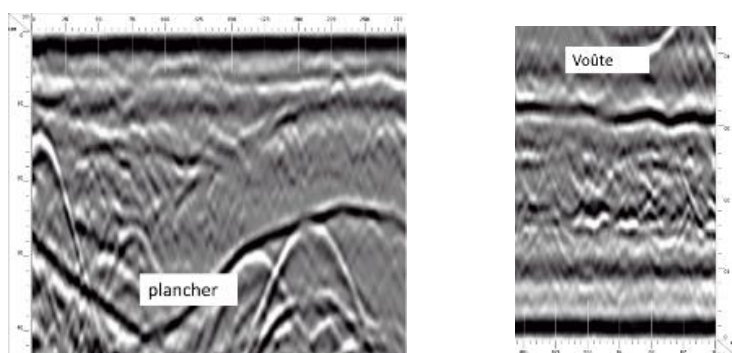
Façade



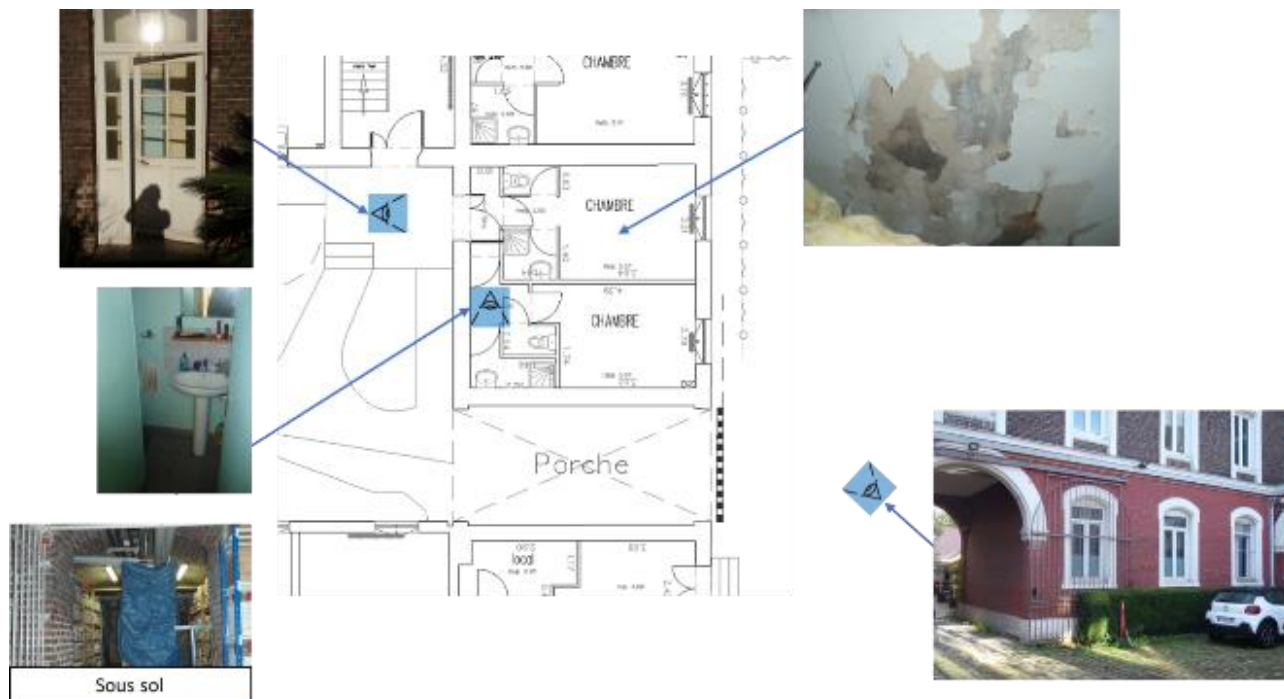
Plancher bas

Le plancher bas du RdC des chambres est posé sur la voûte des caves.

Le Ferro-scan ne révèle pas de poutrelles ou autres parties métalliques de structure.



Représentation de la zone sécurisée ELSP :



Accès

L'accès aux deux chambres se fait par le porche débouchant sur l'arrière-cour, puis par un palier donnant sur une porte tierce. Une fois dans le SAS, il est possible d'accéder aux deux logements par deux uniques portes.

- L'accès à la chambre conservée sera réalisé par l'arrière comme actuellement (côté Mess), le palier sera prolongé afin de libérer de l'espace dans la chambre modifiée.
- Un accès direct aux nouveaux locaux sera créé côté cour d'honneur.



3 OBSERVATIONS GÉNÉRALES

L'ensemble des spécifications et prescriptions techniques définies ci-après s'applique pour l'ensemble des articles des présents CCTP-DPGF. Les compléments descriptifs au sein de chaque article viennent en complément de ces prescriptions.

L'entreprise devra donc incorporer dans son prix unitaire de chaque article les prestations décrites ci-après. Sauf stipulations expresses au présent descriptif, les travaux seront conformes à l'ensemble des règles, D.T.U, cahiers des charges du C.S.T.B, normes en vigueur à la signature des marchés, ainsi qu'à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur applicables à l'Ouvrage objet du présent CCTP.

3.1 ÉTENDUE DES TRAVAUX

D'une manière générale, l'entrepreneur doit la réalisation de tous les ouvrages tels qu'indiqués aux plans et au présent CCTP. Il doit également tous les travaux qui, bien que non explicitement décrits, découleraient d'une façon logique des prestations dues ainsi que la mise en œuvre de tous les ouvrages et accessoires nécessaires à la bonne finition de ses travaux.

Tout travail produisant un bruit important fera objet de coordination avec l'équipe de maîtrise d'œuvre, le maître d'ouvrage et le CSPS. L'Entrepreneur est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

3.2 SITE OCCUPÉ

L'entreprise est tenue de se faire confirmer auprès de la maîtrise d'œuvre et du maître d'ouvrage, toutes les informations concernant le phasage des travaux, le balisage, les barrières délimitant les zones publiques, des zones de chantier.

Les travaux seront réalisés en site occupé. Toutes les dispositions devront être prise pour permettre l'exploitation de l'établissement, en limitant les nuisances et en maintenant l'établissement en sécurité. Il est entendu que tout ou partie des travaux pourront s'exécuter en horaires décalés.

Étant donné la sensibilité de l'établissement, le Maître d'Ouvrage pourra décaler une intervention si cela s'avère nécessaire, pour la sécurité du site.

Les plans d'exécution devront être visés par la maîtrise d'œuvre, et le bureau de contrôle, avant toute intervention.

L'entreprise devra un nettoyage quotidien systématique de sa zone d'intervention.

Les références techniques du matériel proposé par le présent lot devront être visées par la maîtrise d'œuvre avant toute commande.

Sauf livraisons encombrantes, à ce jour, les véhicules ne pourront pas rentrer dans l'enceinte de la maison d'arrêt.

Les travaux préparatoires se feront dans les sous-sols ou à l'extérieur de la maison d'arrêt (zone neutre).

3.3 ACCÈS À L'ÉTABLISSEMENT

L'entreprise devra présenter une liste du personnel susceptible d'intervenir dans l'établissement dès que possible.

L'accès de chaque intervenant est soumis à l'approbation du chef d'établissement. Ainsi, préalablement à chaque intervention, l'entreprise fournira :

- L'identité de chaque intervenant
- La lecture et l'approbation du cadre de sûreté et de ses annexes

- La nature des prestations à réaliser
- L'inventaire écrit complet des trousseaux à outils et des matériels à faire entrer dans l'établissement
- Les véhicules n'auront pas accès à l'intérieur de l'établissement, sauf cas exceptionnel de livraison / évacuation de matériels. Pour ce faire, la carte grise devra être fournie préalablement dans les mêmes délais.

Si l'accès du personnel est renouvelable concernant son identité, la partie matérielle est à renseigner dans une fiche d'intervention chaque semaine, en prenant en compte que la première demande pourra être validée sous deux semaines.

Les plannings de coupure de réseaux, de livraison, ou d'intervention exceptionnelle seront fournis dans les mêmes délais.

À noter que dans ce type d'établissement la sécurité de tous est prioritaire, le maître d'ouvrage et plus particulièrement le chef d'établissement pourra décider d'annuler ou décaler n'importe quelle tâche ou intervention. Ces dispositions sont réputées incluses dans l'offre de l'entreprise.

3.4 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

Le présent lot est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE. Celui-ci doit être déterminé conformément au Dossier de Consultation des Entreprises.

L'Entrepreneur est tenu, pour la remise de son prix forfaitaire, en fonction de son bordereau de prix descriptif, de lire très attentivement toutes les dispositions des articles du CCTP tous corps d'état qui sont applicables au présent lot.

Il devra remettre un prix forfaitaire comprenant, outre ce qui est décrit dans les bordereaux de prix descriptifs, tout le matériel, les fournitures, les ouvrages de toutes nature et la main d'œuvre pour livrer un ouvrage entièrement terminé quant à sa partie spécialisée et décrit dans son lot.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix.

Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée et annexée à son offre.

L'Entrepreneur devra se renseigner auprès du Maître d'Œuvre pour tout ce qui lui paraît douteux ou incomplet.

Il est spécifié que le prix remis par l'Entrepreneur devra être invariable et qu'il ne pourra arguer d'une omission ou erreur, soit au bordereau de prix, descriptif ou autres pièces, soit de sa part, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, ou pour se dispenser d'exécuter un ouvrage de sa spécialité nécessaire pour la finition parfaite et la stabilité des existants selon les règles de l'art des travaux projetés.

Dans la description qui va suivre, le Maître d'Œuvre s'est efforcé de renseigner l'Entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter, leurs dimensions et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif.

3.5 COORDINATION

Une parfaite collaboration devra exister avec l'ensemble des compagnons, co-traitants, et sous-traitants éventuels. Les informations quant à l'étendue des travaux précités seront données pendant la phase chantier. L'Entrepreneur devra vérifier toutes les cotes et implantations sur le chantier, pour toutes les réservations et fixations nécessaires.

L'Entrepreneur sera seul responsable des erreurs qu'il aurait constatées et non dénoncées aux intéressés, ainsi que les modifications qu'entraîneraient pour lui ou pour un quelconque corps d'état un oubli ou l'inobservation de cette clause.

3.6 CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE

À Compter de la remise de l'ordre de service, et de la première réunion de démarrage et de préparation, l'Entrepreneur doit s'assurer de l'état des ouvrages sur lequel il doit œuvrer. Toutes dispositions non

conformes aux prescriptions de son marché ou plans seront précisées par écrit à la maîtrise d'œuvre. Tous les appareillages seront fixés à l'aide de vis INOX inviolables. L'outil adapté sera fourni à l'établissement. En présence de plafonds métalliques solidarités, ils devront être remis à l'état initial à l'issue des travaux. Une attention particulière sera portée aux nuisances sonores et aux poussières (sas de protection, polyane, linge humide ect...).

3.7 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRISE

En toutes circonstances, l'Entrepreneur demeure seul responsable de tous dommages ou accidents causés lors de l'exécution de ses travaux, résultant, soit de son propre fait, soit de son personnel.

Pendant l'ensemble de la durée des travaux, l'entreprise sera responsable de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillage et installation de tous ordres du chantier, ainsi que des ouvrages.

Si des vols, détournements, dégradations, avaries, dommages, pertes ou destructions se produisent pendant le cours des travaux, soit du fait des ouvriers ou préposés d'une entreprise, soit du fait des personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier, il appartient aux entrepreneurs responsables des lieux, des matériaux, des matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillages, installations ou ouvrages effectués, d'en rechercher et poursuivre les auteurs et d'en assurer les réparations.

En outre, les entrepreneurs devront, avec toutes les précautions nécessaires, le déplacement et le stockage à l'intérieur de l'établissement (à un emplacement déterminé par le Maître d'Œuvre en accord avec le Chef d'établissement) du mobilier, le démontage et le stockage des stores, rideaux, luminaires, etc...leurs protections, leur nettoyage lors du remontage, de la repose ou de la remise en place.

Ils sont tenus de remettre en état ou de réparer ou de remplacer à leurs frais, les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf leurs recours éventuels contre tout tiers responsable, le Maître d'Ouvrage demeurant en toute hypothèse, complètement étranger à toutes contestations ou répartitions des dépenses. Ils devront également prendre toutes les dispositions pour éviter tout accident de personne, sur ou aux abords du chantier.

Aucune indemnité ne peut être allouée aux entrepreneurs pour les pertes, avaries, dommages dus à leur négligence, leur imprévoyance, le défaut de précaution ou de moyens ou les fausses manœuvres.

Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, les entrepreneurs doivent protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaire pour le Maître d'Ouvrage.

4 ORGANISATION DU CHANTIER

4.1 PERSONNEL ET RESPONSABLE

L'Entreprise doit nommer un responsable de projet ainsi qu'un suppléant qui reste informé de toutes les phases du montage.

Le responsable du chantier assiste à toutes les réunions de chantier. L'Entreprise maintient sur le chantier un chef responsable qui est continuellement présent sur le site pendant les heures de travail.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander le remplacement de l'une ou de ces deux personnes s'il estime que leur travail ne donne pas satisfaction.

Le personnel responsable doit faciliter la visite du chantier par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre, sur simple demande de ceux-ci.

4.2 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Un rendez-vous général de chantier aura lieu à une fréquence définie par le Maître d'œuvre en fonction de la nécessité, au jour et à l'heure qui seront arrêtés d'un commun accord à l'ouverture du chantier.

Il est obligatoire et tous les Entrepreneurs sont tenus d'y assister ou de s'y faire représenter par un Conducteur de Travaux qualifié et permanent, ayant pouvoir de décision.

Tout Entrepreneur absent sans raison valable et sans autorisation préalablement fournie par le Maître d'Œuvre supportera une retenue sur le montant de son Marché, par absence.

Ces retenues seront comptabilisées par le Maître d'Œuvre à chaque rendez-vous et la déduction sera automatiquement appliquée sur les comptes définitifs de fin de chantier.

En complément des rendez-vous de chantier usuels, une réunion spécifique sera réalisée avant le démarrage de chaque phase importante ou cruciale. La présence de l'ensemble des interlocuteurs sera indispensable.

4.3 COMPTE RENDU DE CHANTIER

Les rendez-vous de chantier feront l'objet de procès-verbaux établis et diffusés à l'Entreprise par le Maître d'Œuvre.

Ces comptes-rendus, numérotés, prennent un caractère contractuel et devraient éviter toutes correspondances parallèles.

Le titulaire du présent lot devra veiller à faire figurer au compte-rendu de chantier toutes les modifications apportées au CCTP et toutes les observations qui pourraient servir à la conduite ou aux règlements ultérieurs de travaux.

4.4 ORGANISATION – AIRE DE STOCKAGE

Les aires de stockage seront impérativement implantées sur les zones qui seront réservées à cet effet. Aucun stockage de matériel ne sera admis en dehors des zones où il est prévu d'être installé.

Dans tous les cas, celui-ci devra être fait de façon à ne pas perturber l'exploitation du site.

Les délais d'intervention pour le présent lot sont consignés dans le planning de l'opération, tout dépassement de ces délais entraînerait l'application des pénalités prévues au CCAP.

4.5 HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

PRESRIPTIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ DES TRAVAILLEURS

L'opération est soumise à l'observation de la réglementation en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Chantiers de bâtiment et de génie civil « d'entretien usuel » :

Le décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité est applicable. Il prévoit l'établissement d'un plan de prévention.

Chantiers de bâtiment et de génie civil dits « clos et indépendants » :

Le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, pris en application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 est applicable.

L'entreprise tiendra compte de l'intervention et des prescriptions éventuelles du coordinateur santé-sécurité, en application des textes précités.

ÉVALUATION DES RISQUES POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

En cas de présence de plomb, d'amiante ou de toute autre substance dangereuse, l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires afin d'assurer la protection des travailleurs, conformément notamment :

- Au décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs (article L230-2 du code du travail). Applicable à partir du 8 novembre 2002.
- A la circulaire n° 6 DRT du 18 avril 2002 – application du décret n° 2001-1016 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.
- L'entreprise doit s'informer auprès du chef d'établissement en se faisant remettre notamment la fiche récapitulative du DTA
- L'entreprise titulaire du marché devra disposer de l'accréditation d'intervention en sous section 4, et avoir le personnel habilité pour les interventions sur l'amiante en sous section 4.
- L'entreprise devra au préalable sur d'autres chantiers avoir réalisé des chantiers tests valides pour les types d'interventions qu'elle réalisera sur ce chantier
- L'entreprise en charge des travaux sur les matériaux amiantés devra prendre connaissance du PGC annexe, et respectera l'ensemble des prescriptions décrites dans le Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Dans le cadre des opérations susceptibles d'exposer son personnel aux poussières de plomb, elle devra impérativement prendre les précautions précisées dans le pgc et fournir un mode opératoire détaillé de ses interventions.
- Les revêtements en peinture sont supposés contenant du plomb en teneur nécessitant des précautions pour les opérateurs, en l'attente du diagnostic plomb qui sera joint au dossier de consultation dès que possible.

4.6 NETTOYAGE DE CHANTIER – ENVIRONNEMENT – PROTECTION DES PERSONNES

Nettoyage de chantier

- L'entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.
- L'entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le MOE ou à la décharge publique.
- L'entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et la remise en état des installations qu'ils a salies ou détériorées.
- L'entreprise a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport aux décharges publiques, au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Protection des biens et de l'environnement

- L'entreprise prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute dégradation des voiries, édifices, biens et de l'ouvrage jusqu'à la réception sans réserve des travaux.
- L'entreprise doit toutes les dispositions et sujétions relatives à la protection de l'environnement. En cas d'atteinte à l'environnement ou de dégradation, l'entreprise supporte tous les frais de nettoyage, dépollution et remise en état.
- L'entreprise doit la réfection à l'identique de toutes les parties de voies, édifices publiques ou privés

endommagés par suite de l'exécution des travaux.

- L'entreprise doit la réfection dans les règles de l'art de toute partie de l'ouvrage objet du présent marché endommagée par suite de l'exécution des travaux.

Protection des personnes

- L'entreprise doit assurer la sécurité des biens et des personnes conformément à la réglementation en vigueur, aux directives de la CARSAT, de l'OPPBTP. Toutes les sujétions qui en découlent sont réputées incluses dans les prix.
- L'entreprise rédige un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) conforme aux directives ci-dessus et le soumettre à l'avis des organismes concernés par la sécurité et la santé au travail.

D'une manière générale, toute disposition visant à éviter tout affaissement, mouvement, désordre des ouvrages mais également la chute de matériel, du personnel sera à prévoir à ses frais. Tous ces matériels et dispositifs relèvent de l'entière responsabilité de l'entreprise.

4.7 ÉVACUATION DES DÉCHETS

Chaque entrepreneur procède au tri de ses déchets de construction et se charge de leur évacuation. La location des bennes, l'enlèvement et le transport sur les sites susceptibles de recevoir les déchets, sont à la charge de l'entreprise.

4.8 CAROTTAGE

Les carottages et réservations seront effectués par le présent lot. L'entrepreneur traitera également les demandes de réservations des autres lots.

4.9 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Les prestations à la charge du titulaire comprendront implicitement :

- Le transport et l'amenée à pied d'œuvre de tous les matériaux, produits et matériels nécessaires à la réalisation des travaux.
- Les échafaudages et plates-formes pour travaux en hauteur.
- Les démolitions de toutes natures et enlèvement vers les décharges spécialisées.
- Les études techniques pour la réalisation des ouvrages en Béton Armé et maçonnerie.
- Tous travaux d'élévation des murs et cloisons.
- Tous travaux de chapes et dallages
- Tous travaux d'enduits intérieurs et extérieurs.
- Les réservations nécessaires aux autres corps d'état.
- Le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception.
- L'enlèvement hors du chantier de tous les déchets et gravois en provenance de ces travaux.
- Toutes autres prestations et fournitures accessoires nécessaires à la finition complète et parfaite des ouvrages du présent lot.
- Le tracé du trait de niveau général à 1.00 du sol fini.

4.10 OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION.

Ces dispositions porteront sur la reconnaissance des ouvrages exécutés, les épreuves et essais.

En tout état de cause, la réception ne pourra être prononcée si la sécurité des intervenants ne peut être assurée ou si les installations ne sont pas exploitables.

4.11 ESSAIS ET RÉCEPTIONS

4.11.1 AUTOCONTRÔLES

Préalablement à la réception des installations, l'entreprise réalisera les essais de tous les équipements mis en œuvre et fournira ses autocontrôles justifiant le fonctionnement des appareils et des installations mis en œuvre, conformément à la demande.

La transmission des installations Fourniture d'un carnet d'autocontrôles fonctionnement justifiant le bon fonctionnement des installations.

4.11.2 RÉCEPTION DES INSTALLATIONS

La réception des installations aura pour but d'évaluer la conformité des travaux réalisés en accord avec les spécifications techniques, règles de l'art et normes en vigueur.

Cette réception sera effectuée en présence du Maître d'Ouvrage ou de son représentant et fera l'objet d'un PV de réception des installations.

L'ensemble des travaux effectués seront contrôlés :

- Cheminements ajoutés et réutilisés
- Quantitatifs installés
- Respect des spécifications de pose et de raccordement
- Conformité des restitutions coupe-feu
- Installations au regard de la réglementation
- Dossier des ouvrages exécutés
- Repérage durable de l'installation
- Transmission des installations et formation du personnel en charge de sa maintenance

4.12 LEVÉE DE RÉSERVES ET GPA

Lors de l'émission du PV de réception, un délai de levée des réserves constatées sera défini.

Une visite de levée de réserve aura lieu en présence du Maître d'Ouvrage ou de son représentant afin de constater l'achèvement complet des travaux.

Après émission du rapport final des organismes de contrôle, au PV de réception du Maître d'œuvre, tous les travaux nécessaires et complémentaires à la levée des réserves seront à la charge du titulaire.

Il est rappelé que l'obligation de résultat de l'entrepreneur (principal ou sous-traitant, article 1147 du code civil) persiste pour les désordres réservés jusqu'à la levée des réserves, même après l'expiration de la garantie de parfait achèvement.

5 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

5.1 PRÉPARATION DE CHANTIER :

Préalablement à toute intervention, l'entreprise fera procéder à un constat d'huissier portant sur l'état des bâtiments et aménagements. À ce constat sera annexé un reportage photographique permettant d'en visualiser l'état. Toutes les dégradations constatées après intervention du présent lot seront réparées par, ou à la charge du présent lot.

Également, l'entreprise sera tenue de réaliser l'ensemble des repérages nécessaires permettant de réaliser ses ouvrages, comprenant les opérations de manutention et mesures conservatoires :

- Consignation installations existantes, signalisation et balisage
- Repérage des installations
- Organisation des travaux, manutention et mesures conservatoires

5.2 INSTALLATION D'UNE BASE VIE ET D'UNE ZONE DE STOCKAGE

Le stockage des fournitures se fera aux risques et périls de l'entreprise et sur des zones définies par l'établissement. La possibilité de l'utilisation des sanitaires de l'établissement par les ouvriers impose à l'entrepreneur la nécessité de veiller à ce que les sanitaires ne subissent pas de détérioration ou ne soient pas salis anormalement par le personnel de l'entreprise.

De ce fait, à ce jour et sauf avis contraire au démarrage des travaux, l'entreprise prévoira la mise en place :

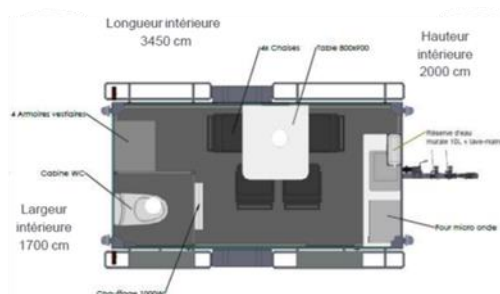
- D'une base vie
- D'un volume de stockage et d'une benne à gravats.

5.2.1 ROULOTTE DE CHANTIER :

L'entreprise devra l'installation et la mise en service d'une roulotte de chantier, chaque entreprise devra prévoir sa propre roulotte en adéquation avec son effectif (équipe) sur le chantier. Les roulottes devront être propres et saines pour permettre au personnel de chantier d'utiliser les locaux dans des conditions sanitaires irréprochables. Les roulottes comprendront :

- Un espace vestiaire (compris mobilier type armoires, casiers etc)
- Un espace sanitaire (douche et WC compris lavabo, consommables etc)
- Un espace réfectoire et réunion (compris tout mobilier nécessaire aux deux environnements : tables, chaises, bancs, éviers, micro-ondes, frigidaires, consommables etc)
- Des points de chauffe (convecteurs etc), et tout équipement électrique (PC, Luminaires etc)

La roulotte sera de type « ROULOTTE 4 PERSONNES » de chez BUNGALOW PRO ou techniquement équivalente.



Cette roulotte devra être installée par le présent lot à un emplacement à définir en phase de préparation. À ce titre, l'entrepreneur titulaire du présent lot se rapprochera de la mairie afin d'obtenir les autorisations nécessaires.

5.2.2 ZONE DE STOCKAGE :

Une zone de stockage sera délimitée par des palissades de chantier. La surface nécessaire pour la zone de stockage sera à préciser et à confirmer durant les premières réunions de chantier. Aucun autre point de stockage tampon ne sera mis à disposition des entreprises au sein des zones de détention.

5.2.3 ÉCLAIRAGE DU CHANTIER :

L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour la gestion de l'éclairage de la base-vie, de la zone de stockage et de la zone de travaux compris extérieur et intérieur (sapine, échafaudage, accès et intérieur des locaux tous niveaux confondus) et ce pour toute la durée du chantier. L'éclairage se fera par ruban LED en priorité et par spots ponctuellement. Les circulations et les cheminements entre les différentes zones seront traitées.

5.3 ÉTUDES D'EXÉCUTION :

Pendant la période de préparation et avant toute mise en œuvre et fabrication, l'entreprise fournira son dossier d'exécution complet incluant les plans et documents d'exécution nécessaires à la réalisation des travaux, afin de recevoir l'approbation de l'équipe de Maitrise d'Œuvre et de la Maitrise d'Ouvrage.

L'acceptation par le Maître de l'Ouvrage du projet présenté, ainsi que de tous les calculs et dessins graphiques s'y rattachant, ne diminue en rien la responsabilité de l'Entrepreneur, qui reste soumis à une obligation de résultat. L'entrepreneur contrôlera les cotes exactes en situation et sera tenu d'adapter ses ouvrages en conséquence après signalement au Maître d'Œuvre.

Le dossier d'exécution devra être fourni dans son intégralité pendant la période de préparation.

- Plans d'implantation
- Plan de réservations
- Gros œuvre
- Coupes
- Planning
- Notes de calculs
- Présentation au bureau de contrôle

L'entreprise proposera un planning d'intervention détaillé en accord avec le phasage des travaux défini.

5.4 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS DOE COMPLET YC FORMATION / TRANSMISSION DES INSTALLATIONS

2 semaines avant les OPR, l'entreprise fournira le DOE récapitulant l'ensemble des ouvrages mis en œuvre et les plans de recollement des nouveaux réseaux en 3 exemplaires papier + 1 version sur clé USB. Ce dossier sera préalablement transmis au MOE pour validation avant envoi au MOA.

Il comprendra tous les éléments nécessaires à la bonne compréhension de l'installation, son utilisation, sa maintenance et son évolution future, à minima :

- Plans complets des installations aux formats .pdf et .dwg
- Procès-verbal de classement au feu des matériaux
- Fiches techniques des équipements installés
- Notices d'entretien
- Notes et calculs techniques
- Notice de transmission des installations

5.5 NETTOYAGE QUOTIDIEN DU CHANTIER COMPRIS ÉVACUATION DES DÉCHETS

Le nettoyage des ouvrages sera réalisé à l'issue de chaque prestation / zone d'intervention.

Le nettoyage intérieur, concerne (liste non limitative) :

- L'ensemble des menuiseries extérieures, intérieures et vitres
- L'ensemble des sols

- Les revêtements verticaux y compris la faïence,
- La quincaillerie : bouton de portes, béquilles, etc...,
- L'appareillage électrique,

NOTA IMPORTANT :

Si le nettoyage est jugé insuffisant lors de la réception de l'ouvrage, le Maître d'œuvre pourra, s'il juge nécessaire, faire réaliser les travaux complémentaires de nettoyage par une entreprise spécialisée et ce, à la charge exclusive de l'entreprise titulaire du présent lot.

6 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

L'entrepreneur devra effectuer et faire valider par le bureau de contrôle ses documents d'exécution avant toute réalisation sur site. Elle devra également réaliser toutes les études complémentaires si nécessaires.

6.1 ISOLEMENT DE CHANTIER :

Clôture de chantier provisoire extérieure

L'entreprise du présent lot devra la réalisation d'une palissade de chantier compris porte d'accès et serrures. La palissade sera en panneaux de bac acier fixés sur des poteaux verticaux en bois scellés dans le sol via des platines en acier.



Localisation :

- Cour d'honneur
- Cour MESS

À l'issue des travaux, l'entreprise devra déposer les clôtures de chantier compris tous éléments de fixation

6.2 DÉPOSE / DÉMOLITIONS LÉGÈRES

6.2.1 REVÊTEMENTS :

L'entreprise sera chargée de la dépose des revêtements de sol. La dépose se fera soigneusement et les gravats devront être évacués régulièrement de la zone de chantier. La dépose comprendra également le ponçage des colles et du ragréage existant pour permettre la préparation des sols.

6.2.2 PORTES ET CLOISONS

L'entreprise devra la dépose des portes et cloisons intérieurs de la chambre concernée par le nouvel aménagement. La dépose (démolition) se fera proprement et sans dégâts sur les ouvrages conservés. Les gravats devront être évacués et la zone de travail devra être régulièrement nettoyée. L'entreprise devra également la dépose complète de la chambre compris mobiliers sanitaires, et évacuation quotidienne de l'ensemble des déchets, et leur mise en décharge.

6.2.1 CAROTTAGE

L'entreprise devra percer la dalle basse pour implanter un siphon de sol. Le réseau devra être raccordé sur l'existant

6.3 STRUCTURE

6.3.1 POUTRE BÉTON ARMÉ

Implantation d'une poutre précontrainte en béton armé (BA) préfabriquée. Des armatures émaneront de la poutre pour recevoir les murs en béton armé sur le dessus (blocs à bancher). La poutre devra être encastrée dans les murs de façades et positionnée sur des sommiers en béton armé faisant office d'appuis. Un décalage d'environ 2 cm de part et d'autre de la poutre au niveau des appuis de façade devra être maintenu pour anticiper les mouvements suite à la flexion. De plus, l'arase inférieure de la poutre précontrainte devra surélevée de 5 cm minimum par rapport au niveau du sol fini (la poutre ne doit pas toucher le sol existant). L'espace de 5 cm minimum prévu sous la poutre devra être bouché par une mousse expansive pour garder le CF 2h. L'élément devra être implanté contre le mur de séparation existant séparant les deux chambres. Un décalage d'environ 2 cm entre la cloison existante et la poutre devra être maintenu pour isoler l'élément structurel de l'existant. Au droit de la séparation du SAS sécurisé, une platine de fixation scellée sur le dessus de la poutre béton est à prévoir pour implanter un poteau métallique toute hauteur.

6.3.2 MUR EN BÉTON ARMÉ

Un mur en béton armé (blocs à bancher compris aciers à haute adhérence et treillis soudés) devra être réalisé sur la poutre précontrainte. Des armatures émaneront de la poutre pour recevoir les murs en béton armé sur le dessus. Le mur sera excentré sur le bord de la poutre de manière à obtenir un alignement vertical « poutre/mur » tout en conservant l'espace de 2 cm entre le mur de séparation existant et le mur en béton armé à réaliser. Le mur devra être encastré dans les façades existantes, il sera nécessaire de réaliser une saignée toute hauteur dans les porteurs depuis l'intérieur de la pièce. Après la réalisation du mur en béton armé, les saignées devront être rebouchées pour obtenir une paroi lisse en plan. Il est attendu de l'entreprise une certaine rigueur quant à la largeur des ouvertures des murs porteurs pour obtenir un espace de saignée à reboucher de maximum 5cm de part et d'autre du mur. Au droit de la séparation du SAS sécurisé, une adaptation du mur est à prévoir pour incruster un poteau métallique toute hauteur.

6.3.3 STRUCTURE MÉTALLIQUE

Ossature et fixation de la porte

La porte 600kg du SAS sécurisé sera maintenue par une structure métallique perpendiculaire au mur en béton armé. Un poteau métallique sera fixé en pied sur la poutre précontrainte et en tête sous le plancher haut du local. La fixation se fera par platines scellées dans les éléments structurels. Un HEA traversant la pièce dans sa largeur sera fixé par des platines de fixations adaptés :

- Au poteau métallique cité ci-avant et
- Au mur porteur (mur parallèle au mur BA construit).

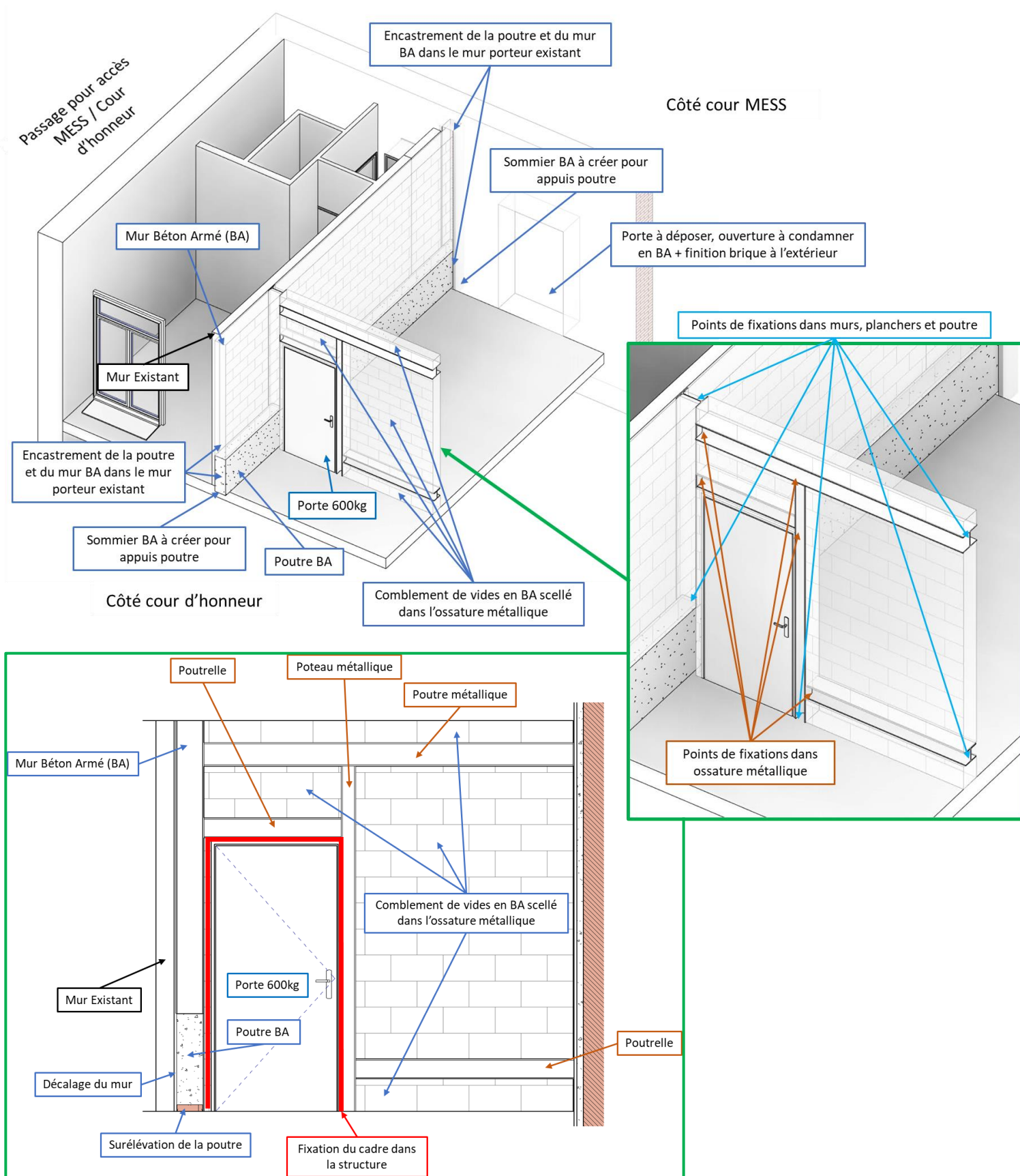
Un poteau métallique sera fixé sous le HEA au droit de la future porte 600kg et sera maintenu au sol par platines de fixations. L'espacement et la position du poteau métallique ainsi que la hauteur du HEA sont à titre indicatif. L'entreprise du présent lot sera tenue de se renseigner quant à la hauteur / largeur et position exacte de la porte 600kg fournie par le lot 2. Il est attendu de l'entreprise une certaine réflexion quant à la mise en œuvre compris toutes sujétions. Deux poutrelles seront soudées sur la structure faisant office « d'entretoise » :

- Une au-dessus de la future porte 600kg sur laquelle devra être fixé le cadre de porte
- Une entre le poteau métallique et le mur porteur pour le soutien du mur futur mur en béton armé (comblement des vides)

Bouchement des vides :

Les vides autour de la structure métallique citée ci-avant seront comblés par du béton armé (blocs à bancher compris aciers à haute adhérence et treillis). Des attentes soudées émaneront des éléments métalliques pour recevoir les murs en béton armé. De plus, celui-ci devra être solidaire du mur porteur existant.

6.3.4 PLAN DE PRINCIPE DE LA MISE EN ŒUVRE STRUCTURELLE



6.4 BOUCHEMENT ET CRÉATION DES OUVERTURES

6.4.1 FENÊTRE EN FAÇADE

L'entreprise devra déposer la fenêtre et l'imposte de la chambre concernée par les travaux compris huisseries/châssis et fixations. Elle devra démolir l'allège, combler l'imposte et réaliser un linteau en béton armé. L'entreprise devra également effectuer toutes les reprises nécessaires sur les tableaux, et le seuil. Sur l'alignement des motifs de la façade, au niveau de l'imposte, l'entreprise devra poser une rangée de briques pour s'adapter au mur actuel (face extérieure).

L'entreprise sera tenue de prévoir toutes les dispositions nécessaires pour que l'ouverture corresponde avec la porte fournie et posée par le lot n°2.

6.4.2 PORTES D'ACCÈS AUX CHAMBRES

Porte extérieure en façade :

La porte d'accès à la zone devra être déposée et condamnée par un mur en maçonnerie. Le bouchement se fera sur l'épaisseur complète du mur de façade. Sur l'alignement des motifs de la façade l'entreprise devra poser une rangée de briques pour s'adapter au mur actuel (face extérieure).

Les travaux de dépose comprennent la dépose des vantaux, des châssis et tous éléments de fixations.

La condamnation du mur comprend (liste non-exhaustive) :

- Le grattage des tableaux du seuil et du linteau
- Le scellement des aciers
- La mise en place du ferrailage
- Le coffrage / décoffrage
- La réalisation et mise en œuvre du mur en maçonnerie

Porte intérieure du couloir

La porte devra être déposée compris huisseries et tous éléments de fixations. L'ouverture sera comblée en béton cellulaire et les retouches de finition nécessaires devront être réalisées (enduits et peintures)

Nouvelle porte d'accès à la chambre

Création d'une ouverture en façade compris étaie et réalisation du linteau. L'entreprise devra également reprendre les tableaux et seuils de l'ouverture ainsi que les retouches de finitions dans la zone de travaux à l'intérieur du logement (enduits et peintures). Les dimensions de l'ouvertures seront à confirmer, l'entreprise devra se renseigner pour correspondre aux besoins du lot 2.

6.5 PALIER ET ZONES D'ACCÈS

6.5.1 ACCÈS AU LOCAL

Un palier suspendu sera à réaliser devant la future porte d'accès au local. Les travaux comprennent :

- La réalisation des fondations
- La réalisation du système poteaux poutres du palier
- La pose de caillebotis horizontaux reviendra au lot 2 serrurerie métallerie (les caillebotis seront posés sur cornière métallique scellée dans les éléments béton (à charge du présent lot). L'entreprise sera tenue de se renseigner des dimensions des éléments fournis par le lot 2.

Le palier devra être détaché de la façade et sera autostable. L'arase supérieur du palier devra se situer à moins 15cm du niveau fini du local.

L'accès au palier se fera par un escalier. L'entreprise du présent lot sera tenue de la réalisation de l'escalier en béton compris fondations, poteaux verticaux et dalle basse en pied d'escalier (voir plans).



Il est attendu de l'entreprise une certaine réflexion quant à l'évacuation des eaux (pentes, drains etc) y compris toutes sujétions.

Les soupiraux émanant du sous-sol ne seront pas obturés.

6.5.2 ACCÈS À LA CHAMBRE

Un palier suspendu sera à réaliser devant la future porte d'accès au local. Les travaux comprennent :

- La réalisation des fondations
- La réalisation du système poteaux poutres du palier
- La pose de caillebotis horizontaux reviendra au lot 2 serrurerie métallerie (les caillebotis seront posés sur cornière métallique scellée dans les éléments béton (à charge du présent lot). L'entreprise sera tenue de se renseigner des dimensions des éléments fournis par le lot 2.

Le palier devra être détaché de la façade et sera autostable. Il pourra cependant être fixé au palier existant en amont (voir plans).

Les soupiraux émanant du sous-sol ne seront pas obturés.

6.6 CLOISONS PLÂTRERIE

Travaux préparatoires

Les travaux préparatoires comprennent :

- Le dépoussiérage de la surface du gros œuvre au raccord avec les ouvrages en plaques.
- La vérification du traçage du développé des cloisons effectué par le lot gros-œuvre.
- Le ragréage / ratissage des zones concernées par la peinture
- Les reprises et dégradations de plafonds durs dans les zones impactées par les travaux

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché, comprendront implicitement :

- Les contre-cloisons sur murs périphériques.
- Toutes autres prestations et fournitures accessoires nécessaires à la finition complète et parfaite des ouvrages du présent lot
- Tous les échafaudages et leur dépose nécessaires à l'exécution des travaux.
- Le nettoyage de toutes les projections sur les parois, plafonds, sols, huisseries, menuiseries extérieures et ainsi que tous déchets et gravois résultant des travaux et leur enlèvement vers les décharges.

L'entreprise devra également le Recloisonnement de l'accès à la chambre conservée

- Recloisonnement de la zone et suppression du couloir
- Création d'un palier d'accès maçonné
- Rafraîchissement de la zone

Toutes les parois seront rendues CF 2h et réaction au feu MO par la mise en œuvre d'un doublage en plaque de plâtre compris toutes fixations, préparations de support et réalisation des finitions. Y compris toutes sujétions.

6.7 TRAVAUX DE PEINTURE

Rappel :

- L'état du support et les travaux préparatoires seront conformes aux prescriptions de la norme NF P 74-201-1 et amendement A1 (référence DTU 59.1) relatives au degré de finition choisie.
- La finition C et la finition B sont d'aspect poché. La finition A est d'aspect finement poché ou lisse. À défaut de précision ci-dessous, l'état de finition B sera retenu.
- Classement d'aspect - Brillant spéculaire retenu pour le présent CAHIER DES CHARGES (selon DTU

59.1) : Mat : Bs compris entre 0 et 10.

- À défaut de précision ci-dessous, le degré de brillant retenu sera « satiné moyen ».

Travaux préparatoires

Travaux préparatoires sur support très abîmé, comprenant :

La purge des subjectiles de tous matériaux étrangers (accessoires de fixation, bois ou métal encastré...).

Le rebouchage de grosses fissures et percements.

- Bande de 20cm en périphérie des portes modifiées et au niveau des nouvelles cloisons.
- Peinture sur cloison neuve et sur toutes les portes neuves

Peinture sur ouvrages métalliques

Les travaux préparatoires comprennent :

- Le nettoyage, dégraissage, grattage de la calamine, brossage de la rouille, dépoussiérage ;
- Les retouches suivant les besoins avec une couche de primaire antirouille, aux résines alkydes et pigments anticorrosion, en phase solvant (famille I, classe 4a).

Application de peinture, en phase solvant (famille I, classe 4a) :

- Une couche intermédiaire en peinture laque tendue, haute durabilité, aux résines alkydes uréthannes en phase solvant.
- Une couche de finition en peinture laque tendue, haute durabilité, aux résines alkydes uréthannes en phase solvant.

Classement d'aspect : satiné brillant.

Couleur au choix du Maître d'œuvre dans la gamme du fabricant. Blanc en l'absence d'indication.

État de finition à préciser au cas par cas.

Localisation : Ensemble du projet (Cf plans), grilles barreaudées et portes baraudées

Peinture sur métaux ferreux

Les travaux préparatoires comprennent :

- Le nettoyage, dégraissage, grattage de la calamine, brossage de la rouille, dépoussiérage ;
- Les retouches suivant les besoins avec une couche de primaire antirouille, aux résines alkydes et pigments anticorrosion, en phase solvant (famille I, classe 4a).

Application de peinture, en phase solvant (famille I, classe 4a) :

- Une couche intermédiaire en peinture laque tendue, haute durabilité, aux résines alkydes uréthannes en phase solvant.
- Une couche de finition en peinture laque tendue, haute durabilité, aux résines alkydes uréthannes en phase solvant.

Classement d'aspect : Mat.

Couleur au choix du Maître d'œuvre dans la gamme du fabricant.

État de finition à préciser au cas par cas.

6.8 REVÊTEMENT DE SOLS

Traitement des sols par l'utilisation de résine :

- Préparation des supports
- Résine sur sol :
 - Traitement des sols par l'utilisation de résine spéciale polyuré-uréthane classée non inflammable | Souplethane 5 COR FRB M0 ou équivalent
 - Revêtement non-inflammable, Classement au feu : B-s2, d0
 - Nature chimique : Résine polyurée-uréthane (aromatique) à 2 composants

- Composition : Composant A - polyol : Liquide couleur crème opaque /Composant B – isocyanate : Liquide ambré transparent
- Sans solvant, sans odeur
- Excellente adhérence : 3 MPa sur support béton / 9 MPa sur support acier
- Résistance aux chocs thermiques et à l'hydrolyse : 90°C
- Résistance à la compression : > 110 MPa
- Résistance chimique pH de 1 à 13
- Classement de réaction au feu : M0 ;
- Température d'utilisation : entre -50 °C et +120 °C
- Résistance à la traction : 20 MPa
- Résistance à la compression : à partir de 110 MPa
- Dureté Shore : 95 shore A
- Poids / Volume / Masse
- Densité : 1.43 g/ml
- Autres caractéristiques techniques du produit
- Support d'application : béton ; métal ; plâtre ; structure en bois
- Type d'usage : mur ; sol
- Type de base : résine

6.9 SIGNALISATION ET PLACES DE PARKING DÉDIÉES :

Signalisation horizontale

L'entreprise assurera la réalisation de la signalisation horizontale de la place de stationnement dédiée ELSP:
Finition courante aspect satiné, travaux comprenant :

- Dépoussiérage soigné (aspiration mécanique),
- Lavage et séchage,
- Application pneumatique de 2 couches,
- Marquage de la place de parking + signalétique ELSP.
- Dimensions environ 3.30 x 5,00m.

Signalisation verticale

L'emplacement sera clairement identifié par un panneau arrêt et stationnement interdit complété par un panneau signalant le stationnement réservé